



Déclaration de l'UNSA Éducation au CTA du 15 janvier 2019

Monsieur le recteur,
Mesdames et messieurs,

Tout d'abord permettez-moi de souhaiter à toutes et tous, au nom de l'UNSA-Éducation Normandie une excellente année 2019.

On le sait maintenant, avec le budget 2019, le gouvernement a fait le choix de rompre avec l'investissement par et dans l'Éducation. C'est un très mauvais signal envoyé à la Nation. C'est un très mauvais signal adressé aux personnels quant à la compréhension par l'exécutif de leurs conditions d'exercice actuelles. Des signes d'exaspération sont pourtant visibles depuis plusieurs semaines maintenant. Il paraît indispensables et urgent de reprendre contact avec les personnels et plus largement la communauté éducative via leurs représentants élus.

Notre académie sera fortement touchée avec 119 emplois d'enseignants dans le second degré et 18 emplois dans la filière administrative, en moins à la prochaine rentrée. Ces suppressions de postes programmées sont inquiétantes pour la prochaine rentrée bien sûr, mais encore plus pour les années suivantes. Quelques créations sont prévues dans le premier degré. On peut fortement douter qu'elles seront suffisantes pour dédoubler effectivement tous les CP et CE1 de l'Éducation prioritaire sauf à fermer des classes ou des écoles.

Retour du jour de carence, report du PPCR, gel du point d'indice, individualisation des rémunérations et développement du mérite, augmentation du recours aux contrats, réduction des prérogatives des instances paritaires... Depuis mai 2017, les mauvaises nouvelles s'accumulent pour les personnels en forgeant leur conviction que le gouvernement les perçoit avant tout comme figés, corporatistes, coûteux. Quant à leur professionnalisme, il semble être dissous dans la confiance conjugquée à sens unique par notre ministre. Après le recours aux heures supplémentaires imposées aux collèges et lycées, à quelle autre mesure les personnels doivent-ils s'attendre ?

Au niveau ministériel, comme régional ou académique, l'UNSA-Éducation a plusieurs fois exprimé sa capacité de faire des propositions qui conjuguent progrès pour l'École et progrès pour les personnels. Il en est ainsi de la GRH de proximité. Elle est désormais régulièrement évoquée mais plus souvent pour résoudre des problèmes comme la réduction de la voilure de la filière Gestion-Administration par exemple, que pour répondre aux attentes pourtant très fortes des personnels. Les réductions de moyens évoqués ci-dessus empêchent malheureusement d'espérer qu'une véritable GRH de proximité ne se mettent rapidement et efficacement en place dans notre académie.

En mai 2017, l'UNSA-Éducation avait souligné l'immense défi politique et l'immense responsabilité alors posés au Président nouvellement élu. Il devait regrouper et consolider une nation qui n'a plus confiance en son avenir. L'École est au cœur de la promesse républicaine. Elle peut être un fantastique levier de progrès social. C'est la motivation de fond du million de personnels mobilisés tous les jours pour la faire vivre. Encore faudrait-il que notre tutelle en soit bien consciente et que les corps intermédiaires que nous sommes soient respectés, écoutés et entendus.

Je vous remercie.